La sociologie féministe (1970-2003) au Canada anglais

Roberta Hamilton

Numéro 39, 2003

La sociologie canadienne anglophone

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002381ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002381ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamilton, R. (2003). La sociologie féministe (1970-2003) au Canada anglais. *Cahiers de recherche sociologique*, (39), 165–180.
<https://doi.org/10.7202/1002381ar>

Résumé de l'article

Cet essai offre un compte rendu de l'histoire du féminisme et de son statut actuel au sein de la sociologie canadienne. Comme ce fut le cas ailleurs, les militantes féministes de la deuxième vague insistèrent sur la nécessité de leur faire une place dans les départements de sociologie à travers le pays; elles insistèrent aussi pour qu'une place soit faite à leur perspective. À la fin des années 1970, la plupart des départements donnaient des cours sur les « rôles sexuels » ou sur la « sociologie des femme », la plupart d'entre eux enseignés par des chargés de cours, dont plusieurs étudiants au doctorat. Pendant les années 1980, plusieurs professeures féministes ayant obtenu la permanence, elles commencèrent à offrir une éventail de cours définis selon cette perspective. Le second défi des départements est venu des féministes antiracistes, lesquelles commencèrent à offrir des cours sur la race, l'ethnicité et le genre, rassemblant ce faisant des champs qui avaient été considérés jusque-là distincts. Le thème le plus important de cet essai veut que toutes ces nouvelles perspectives ont trouvé une place à l'université grâce à l'action de militants oeuvrant dans des mouvements sociaux et que, après une période initiale de résistance, ces perspectives sont maintenant devenues des composantes communes du programme universitaire.

La sociologie féministe (1970-2003) au Canada anglais¹

Roberta HAMILTON

Les perspectives féministes offrent différentes explications, parfois antagoniques, des relations de domination et de subordination, sans cesse envahissantes, entre les hommes et les femmes, des différentes perceptions quant à l'importance, pour les femmes, de la classe ou de l'appartenance ethnique, et de toute une gamme d'interprétations concernant les changements nécessaires pour redresser les relations d'exploitation et d'oppression. En tentant de comprendre les racines de la domination masculine et de la subordination féminine, les féministes ont exploré la nature du travail de reproduction et la nature du contrôle des hommes sur la sexualité féminine. Dans leur tentative d'expliquer la relation existant entre la classe sociale et le genre, les féministes ont reformulé les théories marxistes. Les féministes «noires» ont insisté pour que les féministes «blanches» reconnaissent et déconstruisent leur propre racisme, y compris celui inhérent aux théories qu'elles ont développées. Les théories psychanalytiques ont été relues en tant que manifestations du pouvoir, du contrôle, de la misogynie et de l'oppression intérieure. Les lesbiennes et les gais ont mis à l'ordre du jour le système oppressif hétérosexuel et l'ont lié aux privilèges masculins, aux stéréotypes raciaux et à l'exploitation de classe. Les féministes ont été amenées à reconnaître les théories du poststructuralisme et du déconstructivisme. Elles les ont transformées en de puissants instruments d'examen des manières grâce auxquelles le langage crée, soutient et contraint le sens de nous-mêmes et, en même temps, peut ouvrir, en vertu de sa volatilité et de sa flexibilité, des espaces où élaborer une contestation des discours dominants. Prises ensemble, les théories féministes entraînent une critique massive de tous les aspects des sociétés passées et présentes: les relations, les institutions, les comportements, les discours, les pensées et les idées.

1. Traduction de Pierre Drolet et Roberta Hamilton.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que tout ce développement s'est effectué depuis les trente-cinq dernières années. Au Canada anglais, les féministes ont lancé plusieurs revues, afin d'assurer la diffusion de leurs travaux: *The Canadian Newsletter of Research on Women* (1972) (plus tard, *Resources for Feminist Research*), *Atlantis* (1975) et *Canadian Women's Studies* (1980). Au cours des cinq dernières années, la sociologie féministe est devenue, dans les manuels d'introduction, une «quatrième» perspective obligée, en plus de la théorie du conflit, du fonctionnalisme et de l'interactionnisme symbolique. Si cette «mise en boîte» ne peut que saisir avec difficulté les orientations théoriques du mouvement et a peu d'utilité d'un point de vue pédagogique, cette reconnaissance nouvelle indique toutefois qu'il est révolu le temps où les professeurs de sociologie pouvaient ignorer l'ensemble du projet féministe. Aujourd'hui, au Canada anglais, chaque département important offre des cours dans ce domaine et engage des universitaires féministes, dont plusieurs sont précédés par une enviable réputation de chercheurs.

Dans cet article, je rappelle l'histoire plurielle de la sociologie féministe canadienne-anglaise. Vu l'étonnante quantité de travaux qui tombent sous cette rubrique, vu aussi les divers engagements interdisciplinaires et multidisciplinaires ainsi que l'étendue des débats dont ce champ a été l'objet, cet article ne saurait, à l'évidence, être considéré comme une synthèse².

Au Canada anglais, comme partout ailleurs, la sociologie féministe s'est inscrite à l'université après avoir été animée, à la fin des années 1960 et 1970, par les engagements de mouvements sociaux. Les premières «praticiennes» étaient des activistes féministes. Certaines d'entre elles ont entrepris des études supérieures — puis, des carrières professorales — afin de comprendre et de transformer l'univers social, y compris les canons du savoir savant. Les récits de leur arrivée sur scène, de leurs expériences, de leurs demandes et des résistances à leurs demandes sont légion, quoique la plupart n'aient pas encore été écrites. Les gardiens de l'orthodoxie de la discipline tenaient vigile, même s'il y a eu aussi des alliés inattendus.

J'ai entrepris une maîtrise en sociologie à l'Université Sir George Williams, en 1972, avec trois enfants à la traîne et deux années de sensibilisation au mouvement féministe à mon actif. Après m'avoir entendu parler de ma volonté d'étudier la subordination des femmes en

2. Pour une analyse intéressante de l'histoire des «gender studies» (notion de «genre») dans la sociologie canadienne-anglaise, voir Barbara Marshall, *Configuring Gender: Explorations in Theory and Politics*, Peterborough, Broadview Press, 2000.

société, le directeur du département m'a expliqué, sans méchanceté, que l'endroit idéal pour satisfaire cet intérêt — auquel il se montrait très sympathique — se trouvait dans la rue, plutôt qu'à l'université. Mais un an plus tard, je rencontrais son collègue, Hubert Guindon, lequel m'a donné le feu vert pour aller de l'avant avec ma recherche. Guindon m'a été d'une aide extraordinaire (quoiqu'il ait confessé, plus tard, qu'après avoir compris que je n'avais pas l'intention d'étudier les mouvements des femmes — le seul sujet sociologique qui, selon lui, pouvait intéresser celles-ci —, il avait compris qu'il n'avait aucune idée de ce que je voulais faire au juste!). À cette époque, en sociologie, le courant de pensée principal décrivait, essentiellement, les rôles sexuels comme autant de catégories naturelles, et ce, malgré un mot convenu pour reconnaître l'importance des comparaisons transculturelles.

Le féminisme de la seconde vague (sous la poussée de quelques professeurs et de plusieurs étudiants) a créé, pour les départements de sociologie, de nouveaux défis, tant au niveau des cycles supérieurs qu'à celui du baccalauréat. L'influence de Dorothy Smith, professeure à la faculté d'Éducation de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) a été à cet égard d'une importance capitale. Celle-ci avait obtenu son doctorat de l'Université de Berkeley en 1963. Sa conscience féministe s'est progressivement aiguisée après avoir été accueillie (de façon précaire) dans le monde universitaire. À partir de ce moment, elle a commencé à critiquer une discipline qui lui avait appris à «vivre au jour le jour, à penser à la famille et à la maison, du point de vue d'un univers où les relations de pouvoir sont sexuées et dans lequel les femmes se trouvent à être les autres ou de simples objets». Il s'agissait désormais pour elle de «créer une sociologie qui regarderait en arrière et qui répliquerai³». Les travaux de Smith lui valurent une reconnaissance nationale et internationale à laquelle ne peut prétendre aucune autre sociologue féministe canadienne. Après plusieurs années passées à UBC dans un climat plutôt inhospitalier à l'érudition féministe, elle a accepté un poste au Ontario Institute for Studies in Education (OISE) où, avec Margrit Eichler et Mary O'Brien, elle a formé le noyau d'un département féministe fort et éclectique. «Éclectique» est ici le mot clé. Smith, Eichler et O'Brien lancèrent la sociologie féministe dans différentes directions. Or, il me semble utile de résumer dans les pages suivantes ces différentes directions de la recherche

3. D. Smith, *The Everyday World as Problematic: A Feminist Sociology*, Toronto, Toronto University Press, 1987, p. 8.

féministe, à la fois parce que ces recherches ont influencé plusieurs «générations» d'étudiants des cycles supérieurs et parce que, à travers leurs différences, il est possible de mieux caractériser la sociologie féministe au Canada anglais.

La méthode de Smith, peaufinée pendant plusieurs années, commence «par l'expérience des femmes perçue du point de vue des femmes et [explore] comment celle-ci est façonnée dans les relations étendues d'un contexte social et politique plus vaste⁴». S'inspirant des idées de Mead, de Merleau-Ponty, de Marx et de Garfinkel, Smith n'en déclare pas moins, dans son maître ouvrage *The Everyday World as Problematic*: «Je ne suis pas une interactionniste symbolique, ni une sociologue phénoménologique, ni une ethnométhodologiste⁵.» Ce mélange d'emprunts et d'originalité est caractéristique de la sociologie féministe au Canada anglais.

Les travaux d'Eichler peuvent être rapprochés des féministes positivistes. Ces féministes se réclament de la méthode scientifique et argumentent en faveur d'une science objective, c'est-à-dire purgée de tout sexisme. En 1975, dans une «humble réflexion» portant sur la recherche sociologique sur les femmes, Eichler a invité la *Canadian Review of Anthropology and Sociology* (CRSA) à refuser «les articles comprenant des préjugés sexistes». Par «préjugés sexistes», elle entendait les articles utilisant des prénoms et des noms génériques masculins, de même que ces articles qui visaient la population mâle tout en prétendant étudier toutes les personnes⁶. Eichler a œuvré à faire avancer la discipline. Ses interventions pour une sociologie non sexiste ont porté fruit.

Dans une interprétation originale de l'universalisme féministe radical, Mary O'Brien a tenté d'expliquer la volonté masculine de contrôler et les femmes et l'univers social. Utilisant son expérience comme sage-femme, sa connaissance du marxisme et ses lectures des pages d'Engels sur «la défaite historique mondiale du sexe féminin⁷», O'Brien a avancé l'hypothèse que l'aliénation des travailleurs dans la société capitaliste a été préfigurée par une forme d'aliénation antérieure commune à tous les hommes, qui doivent se déposséder de leur semence afin de concevoir un enfant. D'un autre côté, les femmes travaillent à donner naissance à des enfants, et ce

4. *Ibid.*, p. 10.

5. *Ibid.*, p. 4.

6. M. Eichler, «Sociological Research on Women in Canada», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 12, n° 4, 1975, p. 477-478.

7. F. Engels, *The Origin of the Family, Private Property and the State*, Moscou, Progress Publishers, 1948, p. 57.

travail reproductif les lie à la génération suivante et au courant de la vie. Dans une longue tentative historique de compensation, les hommes ont agi de manière à contrôler les femmes et à regagner ainsi la maîtrise de l'univers⁸. Somer Brodribb, une étudiante d'O'Brien, a élaboré la critique la plus acerbe et la plus soutenue des tentatives qui ont été faites pour trouver des réponses féministes dans les travaux des théoriciens sociaux masculins, qu'il s'agisse de Nietzsche, Hegel, Marx, Foucault, Freud, Lacan ou Lyotard. Dans son livre, *Nothing Matters: A Feminist Critique of Postmodernism*, elle cherche rien de moins qu'à expliquer en ses propres termes la domination des hommes et la subordination des femmes, sans recourir à aucune autre théorie sociale⁹. Sa thèse a quelque chose d'étonnamment brillant et d'iconoclaste, mais la reconnaissance de sa valeur dépend de l'acceptation de ses hypothèses de base, une éventualité peu probable dans le climat théorique actuel.

L'OISE est devenu la Mecque de la recherche féministe. À partir du début des années 1970, des étudiants, à travers le Canada anglais, ont réclamé des cours portant sur le féminisme et des programmes d'études féministes. Les départements de sociologie sont devenus des endroits de choix pour suivre les nouveaux cours, intitulés alors «sociologie des femmes» ou «sociologie des rôles sexuels». Une enquête réalisée en 1977 a révélé l'existence de tels cours dans vingt-trois départements universitaires au Canada anglais, la plupart de ceux-ci étant enseignés par des professeurs à temps partiel ou par des étudiants des cycles supérieurs¹⁰.

Entraînés par la deuxième vague du féminisme et du marxisme, au cours des années 1970, les étudiants des cycles supérieurs ont examiné les intersections entre les «classes sociales» et les «hiérarchies sexuelles» dans les lieux de travail et dans la famille. Ils ont aussi exploré les liens existant entre les sphères publiques et privées. Aussi ils ont trouvé diverses manières d'expliquer la subordination des femmes à la maison et leur exploitation comme travailleuses, alors que d'autres explications se voyaient contestées. Une grande partie de ces travaux a été publiée au

8. M. O'Brien, *The Politics of Reproduction*, Londres, Routledge et P. Kegan, 1981.

9. S. Brodribb, *Nothing Matters: A Feminist Critique of Postmodernism*, Toronto, Lorimer, 1992.

10. «Women's Studies Canada 1977», dans *Canadian Newsletter of Research on Women/Recherches sur la femme-Bulletin d'information canadien*, vol. VI, n° 2, mai 1977.

cours des ans dans *Studies in Political Economy*¹¹. Meg Luxton, Pat et Hugh Armstrong, Pat Connelly, Roberta Hamilton, Wally Secombe, Bonnie Fox et Linda Briskin, entre plusieurs auteurs, ont apporté leurs contributions à l'élaboration, du point de vue de la sociologie féministe, d'une perspective d'économie politique forte et durable.

Leurs études se sont inspirées ouvertement du travail des activistes féministes. Ces dernières, à la fin des années 1960, distribuaient des tracts, des dépliants et des journaux photocopiés. Les noms des Charnie Guettel, Laurel Limpus, Margaret Benston et Peggy Morton sont maintenant connus. Une partie de ce travail clandestin a été publié sous le titre de *Women Unite*, par le Canadien Women's Educational Press¹². Les relations entre les mouvements sociaux et l'université étaient mal définies, le personnel se chevauchait, il n'existait pratiquement aucun sens de la hiérarchie et, en particulier, les buts étaient les mêmes: la transformation de la société (que cette transformation procède d'un élan révolutionnaire ou réformiste). Il y avait peu de professeurs féministes. Les plus nombreux étudiants féministes étaient, pour la plupart, davantage intéressés par la révolution que par le savoir universitaire.

Deux des premières véritables monographies féministes (*More than a Labour of Love* (1980), de Meg Luxton et *The Double Ghetto* (1978), de Pat Armstrong et Hugh Armstrong) illustrent plusieurs des thèmes qui me sont chers. Déposées d'abord comme thèses (la première pour un doctorat en anthropologie, la deuxième pour un mémoire de maîtrise en études canadiennes), elles se voulaient des interventions féministes et «politico-socialistes». Les deux monographies traitent des classes sociales et des sexes en tant que système d'imposition mutuel de domination et de subordination; les deux ont soulevé la résistance des universitaires et des doyens, bien que ceux-ci aient consenti à réserver une place à leurs auteurs au sein de l'université. Les deux portaient une dette non seulement envers l'analyse marxiste du capitalisme et la «question de la femme», mais envers la deuxième vague féministe.

Au moment de la parution de ces livres, les défenseurs de l'université veillaient au grain. *More than a Labour of Love* a été publié par la

11. Voir M. P. Connelly et P. Armstrong, *Feminism in Action: Studies in Political Economy*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1992. Pour une revue récente de la littérature, voir Leah F. Vosko, «The Past and Futures of Feminist Political Economy in Canada: Reviving the Debate», *Studies in Political Economy*, vol. 68, 2002, p. 55-83.

12. *Women Unite*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1972.

Women's Educational Press (devenue plus tard la Women's Press), fondée en 1972 par des féministes soucieuses de diffuser plus largement leurs travaux, si elles devaient faire la révolution. Luxton a certes obtenu un emploi à l'Université de McMaster, mais non sans que son doyen l'ait avertie de publier dans des revues et des maisons d'édition plus respectables si elle ambitionnait une permanence. Et pourtant, *More than a Labour of Love* a recueilli plus de citations universitaires dans les vingt années suivantes que ces livres et ces articles qui, disait-on, devaient assurer une permanence à leurs auteurs. La quantité n'est pas un gage de qualité, même si les doyens aiment bien utiliser le nombre des citations pour décider de la rémunération d'un professeur ou l'attribution de prix prestigieux. McMaster a donc perdu Luxton, laquelle est partie pour l'Université York avant que le doyen ait pu revenir sur sa menace de ne pas lui accorder la permanence. (McMaster a refusé d'accorder la permanence à Marylee Stephenson, qui avait publié, sous le titre *Women in Canada*, la première anthologie destinée aux étudiants des cours de la sociologie féministe. On peut trouver un résumé de la pensée de l'époque dans la question de Stephenson, formulée sous forme d'excuse: «Avons-nous besoin d'un autre livre sur les femmes, et sur les femmes canadiennes en particulier¹³?») Pat et Hugh Armstrong enseignaient au Collège Vanier au moment de la publication de *The Double Ghetto* (qui en est maintenant à sa 3^e édition). Ils ont rencontré plusieurs obstacles. Par exemple, des doyens se servaient de la copaternité de leur œuvre pour rabaisser leur production scientifique: «Qui, au juste, a écrit quoi?» demandaient-ils lorsque l'un d'eux cherchait un emploi à l'université.

En 1975, le *CRSA* a consacré un numéro spécial à la pensée féministe. Si l'on se fie à l'introduction pleine de tact de l'éditeur, la décision de publier un tel numéro n'a pas été facile. «Il y a quelques années, écrivait Frances Henry, un petit groupe de femmes, membres de l'Association, a suggéré qu'un numéro spécial du *CRSA* rassemble des articles sur le rôle et le statut de la femme. Pour des raisons imprécises et qu'il est probablement inutiles d'énumérer ici, ce projet n'a jamais été réalisé.» Douze ans plus tard, l'éditeur Robert Brym a approché deux nouveaux membres du conseil, Pat Armstrong et Roberta Hamilton, pour mettre au point le deuxième numéro spécial du *CRSA*, en 1988¹⁴. L'introduction des éditeurs nous apprend qu'à ce moment-là, le travail des sociologues était éclairé par

13. M. Stephenson, *Women in Canada*, Toronto, New Press, 1973, p. xiii.

14. P. Armstrong et R. Hamilton (dir.), numéro spécial, *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. XXV, n° 2, 1988.

une variété de théories féministes, mais que des sujets importants du point de vue de l'inégalité des personnes (le sexe, la race, l'ethnicité, l'âge et les handicaps physiques) requéraient également l'attention des chercheurs.

Rétrospectivement, on peut dire que ces articles anticipaient plusieurs tendances au cœur de la sociologie féministe canadienne-anglaise. Ces tendances méritaient d'être explorées.

Premièrement, les sociologues féministes ont essayé de développer des explications et des interprétations des hiérarchies sexuelles, en utilisant virtuellement toutes les grandes théories sociales contemporaines: le marxisme (particulièrement sous les différentes formes d'économie politique), l'École de Francfort, la phénoménologie, l'interactionnisme symbolique, les théories sur le développement, le structuralisme, le poststructuralisme, la psychanalyse, etc. (Contrairement à ce qui s'est passé au Québec francophone, cependant, il n'y a jamais eu de fervente période althussérienne chez les féministes du Canada anglais.)

Deuxièmement, dans *Male culture and purdah for women: the social construction of what women think*, Sylvia Hale a démontré l'utilité du point de vue théorique adopté par Dorothy Smith pour étudier le monde non occidental. Hale a circonvenu les questions embêtantes de «qui peut parler pour qui» en observant que les femmes qu'elle étudiait s'opposaient tout autant à l'orthodoxie indigène dominante (masculiniste) à propos du port du purdah qu'aux croyances des féministes occidentales à leur sujet, en cherchant, par exemple, un travail rémunéré à l'extérieur de la maison quand cela était possible.

Troisièmement, dans son article «Re-thinking what we do and how we do it: a study of reproductive decisions», Dawn Currie a soulevé un débat sur la nécessité, pour le féminisme, d'une méthodologie particulière. Historiquement, les praticiens de la discipline avaient interprété l'expérience des femmes à travers des yeux d'hommes, c'est-à-dire en étant aveugles aux catégories sexuelles. Par contraste, les universitaires féministes ont voulu faire de la sensibilisation à la cause féministe un tremplin pour comprendre la vie des femmes. Les femmes pourraient enfin parler pour elles-mêmes. Des auteures, telles Sandra Kirby et Kate McKenna, ont insisté sur le fait que seules des méthodes qualitatives laissant l'entière liberté aux femmes de raconter leur expérience personnelle devaient recevoir le titre de méthodologie féministe¹⁵. Les premiers écrits de

15. S. Kirby et K. McKenna, *Experience Research Social Change: Methods from the Margins*, London, Garamond Press, 1989.

Dorothy Smith semblaient endosser cette approche, mais son marxisme phénoménologique a, en fait, produit une analyse qui a interpellé les femmes à l'intérieur des structures sociales du capitalisme et du patriarcat — les relations de domination. Mais le discours de Smith est souvent interprété (comme Currie semble le faire dans son article) comme une injonction à commencer les études universitaires à partir des expériences des femmes, et à les terminer sur elles. Au contraire, Currie a insisté sur le fait que l'acceptation passive du récit des femmes quant à leur prise de décision dans l'acte reproductif, c'est-à-dire en tant que «problèmes personnels» à l'intérieur de leur biographie individuelle, servait à cacher les racines structurelles de l'oppression des femmes. Bien que sa recherche ait commencé par «expérimenter les expériences» des femmes, la tâche de Currie comprenait aussi «expliquer les explications» des femmes. Ce faisant, elle a perçu la possibilité de transformer la conscience de ses sujets de recherche. Ces dernières comprendraient mieux que leur échec à trouver «le bon temps pour avoir un enfant» ne constituait pas un échec personnel, mais que cet «échec» découlait «de la structure sociale — de l'organisation du lieu de travail et de la famille en tant qu'institution sociale¹⁶». Comme Fiona Kay l'a démontré dans son étude participative des cabinets d'avocats, des organisations bureaucratiques dont le but est le profit ou l'efficacité abandonnent les questions de grossesse, de bébés, d'enfants et de familles dans les mains des individus, ce qui veut dire, la plupart du temps, dans les mains des mères¹⁷.

Un autre thème — les conséquences inattendues du féminisme — a été choisi par Mary Morton dans «Dividing the wealth, sharing the poverty: the (re)formation of “family” law in Ontario». Tandis que Currie insistait sur l'oppression qui suivait la (simple) acceptation de leurs appels à la vérité, Morton révélait les conséquences non voulues de luttes féministes en vue de réformer le droit de la famille et qui avaient été couronnées de succès. Le droit de la famille a été reformulé, mais ces luttes féministes, en fusionnant l'égalité légale formelle et l'égalité circonstancielle, ont fait surgir de nouvelles épreuves pour les femmes pauvres. «Au lieu de s'efforcer d'étendre les droits des bourgeois à leurs sœurs moins chanceuses,

16. D. Currie, «Re-thinking what we do and how we do it: a study of reproductive decisions», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 25, n° 2, 1988, p. 250.

17. Voir, par exemple, F. Kay, «Balancing Acts: Career and Family among Lawyers», dans S. Boyd (dir.), *Challenging the Public/Private Divide: Feminism, Law and Public Policy*, Toronto, Toronto University Press, 1997.

comme l'ont fait les féministes du XIX^e siècle, affirmait en conclusion Morton, nous devrions reconnaître que la position typique des femmes sous les démocraties capitalistes formelles de la fin du XX^e siècle est celle des mères de familles monoparentales et continuer la lutte à partir de ce constat¹⁸.»

Dans une enquête sur les femmes et la théorie du développement, Joan McFarland a exposé le passage, commencé à partir d'une approche libérale de modernisation néoclassique, vers le paradigme de genre et de classes sociales «provenant d'une approche propre à l'économie politique¹⁹». Depuis lors, les chercheurs, adoptant des méthodes poststructurelles à l'intérieur d'un cadre de travail postmoderne, ont tenté de saisir la nature locale, fragmentée, historiquement et culturellement spécifique des vies sexuées²⁰. Aujourd'hui, les réalités économiques mondiales (dont le pouvoir des entreprises multinationales et des institutions financières internationales, ainsi que le nouveau monde de la *Pax Americana*) continuent d'assurer l'intérêt que les universitaires féministes portent à l'économie politique²¹.

Au moment de la parution du numéro spécial du *CRSA*, en 1988, deux anthologies présentant l'étendue des travaux suscités par le marxisme et par le féminisme avaient paru. Le *Feminism and Political Economy* de Heather Jon Maroney et Meg Luxton comprenait 15 articles, tous écrits, ou presque, par des sociologues²². Une collection parallèle rédigée par les féministes britanniques Michèle Barrett et Roberta Hamilton, *The Politics of Diversity*, également inscrite dans la perspective de l'économie politique, rassemble une collection plus éclectique en termes disciplinaires

18. M. Morton, «Dividing the wealth, sharing the poverty: the (re)formation of "family" law in Ontario», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 25, n° 2, 1988, p. 268. Pour un excellent exemple de recherche conduit à partir de ce point de vue, voir M. J. Hillyard Little, «No Car, No Radio, No Liquor Permit»: *The Moral Regulation of Single Mothers in Ontario, 1920-1997*, Toronto, Oxford University Press, 1998.

19. J. McFarland, «The Construction of Women and Development Theory», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 25, n° 2, 1988, p. 306.

20. Voir, par exemple, M. H. Marchand et J. L. Parpart, *Feminism/Postmodernism/Development*, New York, Routledge, 1994.

21. Lire aussi H. Bannerji, S. Mojab et J. Whitehead (dir.), *Of Property and Propriety: The Role of Gender and Class in Imperialism and Nationalism*, Toronto, Toronto University Press, 2001. S. H. Razack, *Race, Space, and the Law: Unmapping a White Settler Society*, Toronto, Between the Lines, 2002.

22. H. J. Maroney et M. Luxton (dir.), *Feminism and Political Economy*, Toronto, Methuen, 1987.

et théoriques²³. Il est intéressant de noter que trois étudiants des cycles supérieurs, ayant tous trouvé plus tard des emplois permanents à l'université, ont fait la critique de ce livre en termes cinglants, accusant son caractère trop théorique. Leurs critiques ont souligné la tension entre activisme et académisme, et entre l'engagement politique et un carriérisme universitaire tourné en dérision. Il existe un riche lien historique entre les théories féministes et les mouvements des femmes. Les théories ne surgissent pas toutes armées des cerveaux (désincarnés) des femmes et des hommes; elles se développent à partir des expériences concrètes des gens, et plus précisément à partir de la compréhension que ces gens ont de leur vie. Avec l'institutionnalisation du féminisme, ces théories ont entrepris leur propre vie linguistique dans les niches universitaires, loin des lieux chauds de l'activisme où elles furent originellement engendrées. Ce développement suscite une inquiétude continue: car l'institutionnalisation des mouvements sociaux engendre parfois à terme leur disparition.

La sociologie féministe a accepté l'assertion du féminisme, elle-même empruntée au libéralisme et au marxisme, selon laquelle le sexe et la classe sociale constituaient des axes importants d'oppression et d'exploitation des femmes. Par conséquent, les programmes de sociologie tendaient à diviser le monde social — avec d'un côté des cours sur les femmes et, de l'autre côté, des cours sur les relations ethniques.

À partir des années 1980, les femmes de «couleur» et les femmes autochtones ont commencé à remettre en question l'universalisme inhérent aux féminismes libéral, radical et socialiste (ces féminismes ayant ignoré, ou au mieux mis de côté l'histoire du colonialisme et de l'impérialisme, les héritages de l'esclavage et du génocide, et le racisme systémique, qui a produit des vies de brutalité et d'exclusion pour certains, et des vies de privilèges immérités pour d'autres). En réclamant le droit de parler au nom de toutes les femmes, les féministes «blanches» ont nié leurs avantages sociaux et économiques et perpétué un biais raciste dans leurs propres théories. Elles ont échoué à faire de leurs mouvements une plate-forme pour les femmes de «couleur». Elles ont exclu de l'histoire du féminisme les luttes contre le racisme. Les féministes avaient entrepris des travaux universitaires au cours des années 1970. De manière exactement semblable, les femmes de «couleur» ont entrepris de tels travaux dans les années 1980. Les départements de sociologie sont devenus des lieux privilégiés pour

23. M. Barrett et R. Hamilton, *The Politics of Diversity*, Londres, Verso, 1986. Trois articles, écrits par des féministes québécoises très connues, ont paru dans ce volume.

conduire leurs études. Fondamentalement, le racisme était assimilé à un système de relations de pouvoir qui rationalise et normalise des rapports différenciés et inégaux, tant au niveau institutionnel qu'au niveau personnel. Le concept de «race» apparaît entre guillemets, et la racialisation fait référence au processus à travers lequel la «race» est continuellement créée, soutenue et contestée²⁴.

En suivant leur piste, les sociologues féministes, entre autres, ont commencé à mêler une analyse du racisme avec une analyse marxiste en termes de classe et avec une analyse féministe en termes de hiérarchie de sexe. Cette perspective est explicite dans les titres de livres et de cours (par exemple dans la formule populaire au Canada anglais «Race, Class, and Gender²⁵»). La trilogie «race-classe-genre», cependant, présuppose quelque perspective théorique cohérente afin de bien rendre compte des interconnexions entre ces trois dimensions de l'inégalité — ce qui n'est guère facile.

À partir des années 1990, plusieurs femmes de «couleur» ont insisté sur le fait que «le mantra “race, classe et genre” [avait été] répété d'une façon si routinière que toute sa force en tant que critique du courant principal du féminisme avait été perdue²⁶». Le problème, c'est que le féminisme — y compris la sociologie féministe —, peut difficilement demeurer impassible quand ses postulats sont accusés de céder au racisme. Car le postulat d'universalité — que nous pouvons faire commencer avec l'inégalité sexuelle — se révèle être, dans les textes féministes, une manière, raciste en son fondement, de nier l'expérience d'un grand nombre de femmes alors que le silence est fait autour des privilèges de la blancheur.

En examinant les vies des hommes et des femmes dans des contextes sociaux et historiques particuliers, plusieurs spécialistes du féminisme en sont venus à abandonner l'idée de juger ce qui, de la classe, de la «race» ou du sexe, constituait la relation essentielle des relations de pouvoir

24. E. Dua et A. Robertson (dir.), *Scratching the Surface: Canadian Anti-racist Feminist Thought*, Toronto, Women's Press, 1999. S. Khan, *Aversion and Desire: Negotiating Muslim Female Identity in the Diaspora*, Toronto, Women's Press, 2002. H. Bannerji, *The Dark Side of the Nation: Essays on Multiculturalism, Nationalism, and Gender*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2000.

25. Voir, par exemple, D. Brand, «A Working Paper on Black Women in Toronto: Gender, Race and Class», *Fireweed*, vol. 19, 1984, p. 26-43; G. Creese et D. Stasiulis, «Intersections of Gender, Race, Class and Sexuality», *Studies in Political Economy*, vol. 51, 1996, p. 5-14.

26. V. Agnew, *Resisting Discrimination: Women from Asia, Africa and the Caribbean and the Women's Movement in Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1996.

complexes, ou encore laquelle de ces variables permettait de mieux comprendre la spécificité historique de ces relations de pouvoir²⁷. Refuser les hypothèses universalistes et se tourner vers des interprétations historiquement spécifiques ouvre la voie à l'examen des formes d'oppression les plus pertinentes aux yeux des femmes de différents milieux sociaux. Plusieurs Afro-Canadiennes et plusieurs femmes autochtones insistent sur le fait que le racisme a constitué la force sociale ayant le plus contraint et le plus violenté leurs vies. Il n'est donc pas surprenant de noter que ces femmes, historiquement, se sont battues contre les pratiques racistes, alors que les luttes pour l'égalité des sexes «se faisaient évidemment rares²⁸». La pensée féministe ne leur disait rien. Son programme en vue de l'établissement de l'égalité était (implicitement) fondé sur la perpétuation des privilèges accordés aux femmes «blanches». Les sociologues continuent de suivre ces développements qui prennent racines dans les mouvements sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'université.

Les femmes du Canada étudient présentement les vies de leurs aïeules de la diaspora africaine et asiatique «afin de trouver certaines réponses aux questions sur la façon dont elles ont fait l'expérience de l'oppression et de l'exploitation [et] quelle priorité elles ont accordées aux différentes batailles à différentes périodes²⁹». L'émergence des féministes antiracistes nous presse, selon les termes d'Enakshi Dua, «à repenser la société canadienne du point de vue des femmes qui ont été mises de côté parce qu'étant, soi-disant, dangereuses, étrangères ou seulement "à moitié" canadiennes³⁰».

Les cours de sociologie féministe sont devenus un lieu privilégié pour aborder les systèmes multiples et intimement liés de l'inégalité sexuelle et ethnique. Les cours de sociologie ont également aussi été reformulés par les sociologues engagés dans les «cultural studies» et les «queer theories». Le livre de Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal*, est à ce titre un précurseur. Il a su poser l'hétérosexualité comme un problème dans les discours sociologiques, d'une manière qui n'est pas sans rappeler comment le «sexe» et la «race» sont devenus des mots qui ne peuvent plus être

27. Voir, par exemple, N. Adamson, L. Briskin et M. McPhail, *Feminist Organizing for Change*, Toronto, Oxford University Press, 1988.

28. E. Dua, «Introduction», *Scratching the Surface: Canadian Anti-racist Feminist Thought*, Toronto, Women's Press, 1999, p. 12.

29. V. Agnew, *op. cit.*, p. 27.

30. E. Dua, *op. cit.*, p. 26.

utilisés sans leur ajouter des guillemets³¹. Un cours de quatre ans à l'Université d'Alberta comprend l'étude de cette «question cachée»: «Comment les pratiques de la “représentation gaie” sont-elles diversement troublantes et troublées par les attentes normatives au sujet du sexe, du genre et de la sexualité³²?» Les étudiants montrent beaucoup d'intérêt pour ce genre de questions et les départements de sociologie semblent vouloir (lentement) satisfaire cet intérêt.

Laissez-moi terminer en émettant quelques hypothèses. À travers leurs tentatives pour comprendre, expliquer et transformer les hiérarchies sexuées, les théories féministes ont récupéré des idées d'un peu partout. Elles ont, en cours de route, changé de forme et de contenu, afin de mettre en lumière comment l'inégalité des sexes se mêle aux inégalités ethniques, aux postulats d'hétérosexualité ainsi qu'aux inégalités globales. Toutes ces théories ont été ramassées par la sociologie féministe et se sont développées au sein de ce courant. En même temps, comme l'ont remarqué deux récents collaborateurs de la revue *Society/Société*, la sociologie n'a pas seulement importé la théorie féministe et les «queer studies», mais a aussi importé *inter alia* la psychanalyse freudienne, l'anthropologie culturelle, diverses épistémologies marxistes ainsi que des perspectives foucaaldiennes. Qu'arrive-t-il à une discipline qui emprunte si librement aux autres savoirs, en particulier lorsque chacun de ceux-ci «conteste un ou des aspects de la reproduction de la connaissance dans d'autres parties de la “discipline”³³?» Certains tentent de redéfinir les frontières des disciplines, d'autres se tordent les mains silencieusement, d'autres se réclament de la pureté disciplinaire. Aucune de ces stratégies ne semble devoir être triomphante. La prise d'assaut des départements par les étudiants féministes à partir des années 1970 et l'énorme production scientifique qui en a résulté indiquent que les disciplines sont autant fabriquées de l'extérieur que de l'intérieur. En tant que sociologues, vraiment, pouvions-nous nous attendre à autre chose?

Roberta HAMILTON
Département de sociologie
Université Queen's

31. M. L. Adams, *The Trouble with Normal: Postwar Youth and the Construction of Heterosexuality*, Toronto, Toronto University Press, 1994.

32. On peut consulter le cours de S. Rosenberg à:
<http://www.arts.ualberta.ca/socweb/faculty/rosenberg/rosenberg.htm>.

33. P. O'Malley et A. Hunt, «Does Sociology Need to Be Disciplined? A Response to Curtis and Weir», *Society/Société*, vol. 27, n° 1, mars 2003, p. 12.

Résumé

Cet essai offre un compte rendu de l'histoire du féminisme et de son statut actuel au sein de la sociologie canadienne. Comme ce fut le cas ailleurs, les militantes féministes de la deuxième vague insistèrent sur la nécessité de leur faire une place dans les départements de sociologie à travers le pays; elles insistèrent aussi pour qu'une place soit faite à leur perspective. À la fin des années 1970, la plupart des départements donnaient des cours sur les «rôles sexuels» ou sur la «sociologie des femmes», la plupart d'entre eux enseignés par des chargés de cours, dont plusieurs étudiants au doctorat. Pendant les années 1980, plusieurs professeures féministes ayant obtenu la permanence, elles commencèrent à offrir un éventail de cours définis selon cette perspective. Le second défi des départements est venu des féministes antiracistes, lesquelles commencèrent à offrir des cours sur la race, l'ethnicité et le genre, rassemblant ce faisant des champs qui avaient été considérés jusque-là distincts. Le thème le plus important de cet essai veut que toutes ces nouvelles perspectives ont trouvé une place à l'université grâce à l'action de militants œuvrant dans des mouvements sociaux et que, après une période initiale de résistance, ces perspectives sont maintenant devenues des composantes communes du programme universitaire.

Abstract

This paper provides an account of feminism's development and current status within Canadian sociology. As elsewhere, second-wave feminist activists insisted upon their inclusion and the inclusion of their new perspectives within departments across the country. By the late 1970s, most departments offered courses in sex roles or «sociology of women», most of them taught by temporary instructors, many of them doctoral candidates. During the 1980s many feminists obtained tenure, and began offering an array of courses. The second challenge to departments came from anti-racist feminists who began offering courses in race, ethnicity and gender, hence bringing together areas that had been treated as discrete. The most important theme of the article is that all these new perspectives were brought to the academy from activists in social movements where after initial periods of resistance, they became part of the regular curricula.

Resumen

Este ensayo ofrece un informe sobre la historia del feminismo y de su estatus actual en el seno de la sociología canadiense. Como ha sido el caso en otras partes, las militantes feministas de la segunda ola insistieron sobre la necesidad de hacerles un lugar en los departamentos de sociología a través del país; ellas también insistieron en conseguir un lugar destinado a su perspectiva. A fines de los años 1970, la mayor parte de los departamentos daban cursos sobre los «roles sexuales» o sobre la «sociología de la mujer», la mayor parte de ellos enseñados por encargados de curso, casi todos estudiantes de doctorado. Durante los años 1980, muchas profesoras feministas que habían obtenido la permanencia, comenzaron a ofrecer un abanico de cursos definidos según esa perspectiva. El segundo desafío de tales departamentos vino de las feministas anti-racistas, las cuales comenzaron a ofrecer cursos sobre la raza, la etnicidad y el género, reuniendo de ésta manera campos que hasta entonces habían sido considerados distintos. El tema mas importante de éste ensayo, pretende que todas esas nuevas perspectivas han encontrado un lugar en la universidad gracias a la acción de militantes que participaban en los movimientos sociales y que, después de un periodo inicial de resistencia, esas perspectivas, constituyen actualmente los componentes comunes del programa universitario.